



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI  
**Office fédéral des assurances sociales OFAS**

# **Supplément 1 aux Directives concernant les rentes (DR) de l'assurance vieillesse, survivants et invali- dité fédérale**

Valables dès le 1<sup>er</sup> janvier 2025

318.101.01 1 f DR

10.24

## **Préface au supplément 1, valable dès le 1<sup>er</sup> janvier 2025**

Le présent supplément 1 contient les modifications appelées à entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2025. Les chiffres marginaux modifiés sont indiqués par la mention 1/25.

Les principales modifications concernent l'ajournement de la rente de vieillesse. Suite à l'arrêt du Tribunal fédéral [9C 705/2023 du 4 juin 2024](#), l'art. 55<sup>bis</sup> RAVS est abrogé. Toutes les rentes de vieillesse pourront être ajournées à l'avenir, même celles qui succèdent à une rente d'invalidité. En outre, les rentes de vieillesse assorties d'une allocation pour impotent seront plus exclues de l'ajournement. Toutefois, l'allocation pour impotent ne sera pas versée pendant la période d'ajournement et par ailleurs, il n'existe aucun droit à la contribution d'assistance.

Concernant la possibilité de recouvrement de créances irrécouvrables avec des paiements rétroactifs ou des prestations en cours d'un Etat de l'UE/AELE, un processus électronique est disponible depuis le 6 mai 2024<sup>1</sup>. Des dispositions en rapport avec la compensation de créances avec des institutions d'États de l'UE/AELE ont été intégrées (chap. 10.9.2 et 10.11).

Enfin, le présent supplément contient des compléments, des précisions quant au contenu, ainsi que des améliorations rédactionnelles sur la base des expériences pratiques acquises.

---

<sup>1</sup> [voir Bulletin à l'intention des caisses de compensation AVS et des organes d'exécution des PC No 488 du 19.06.2024](#)

- 1039  
1/25 L'assuré ou son représentant peut retirer la demande, à moins que l'intérêt légitime de l'assuré lui-même ou d'autres personnes concernées ne s'y oppose. La déclaration de retrait doit être écrite et ne contenir aucune réserve. Le retrait de la demande est admis pour autant que la décision de la rente ne soit pas encore entrée en force (arrêt du TAF du 30.6.2016, C\_6103/2014 ; consid. 3.5.1). Il en va de même pour les demandes d'anticipation de la rente.
- 4079  
1/25 Si, au moment de la demande de rente, la caisse de compensation constate qu'un ancien conjoint de l'ayant droit divorcé est déjà décédé et que le splitting n'as pas encore été effectué, un ordre de splitting doit également être effectué avant le RCI (ch. 3012.1 [CSD](#)).
- 5005  
1/25 Pour la détermination des différents éléments de calcul entrant en considération, le moment de la réalisation du risque assuré (accomplissement de l'âge de référence, survenance de l'invalidité, décès) est déterminant. Pour le calcul de la rente, l'année de niveau correspond à l'année civile de la réalisation du risque assuré. Cette règle sera observée en particulier lorsque, en raison de la prescription, à la suite d'une demande présentée tardivement ou en cas de mutation, la date à laquelle le paiement rétroactif de la rente peut s'effectuer ne coïncide pas avec celle du début du droit à la rente ou que, pour d'autres raisons, la rente ne peut être versée qu'ultérieurement.
- 5005.1  
1/25 L'anticipation de la rente de vieillesse ne constitue pas un cas d'assurance. Pour le calcul de la rente anticipée, l'année de niveau correspond dans ce cas à l'année civile du début du versement anticipé ([art. 40, al. 5 LAVS](#), ch. 6033).  
Exemple, un homme né le 5 décembre 1964 anticipe sa rente de 12 mois à partir du mois de janvier 2029. L'année de niveau est donc 2029.
- 5025.1  
1/25 En revanche, l'anticipation de la rente de vieillesse ne constitue pas un cas d'assurance (voir. ch. 5005.1 et 6033 concernant les périodes de cotisation à prendre en compte).

- 
- 5032.1  
1/25 Ces périodes peuvent également être prises en compte lorsqu'auparavant le mari a obtenu le remboursement ou le transfert de ses cotisations à une institution d'assurances sociales étrangères.
- 5085  
1/25 - un conjoint a droit à une rente AI et l'autre atteint l'âge de référence et a droit à une rente de vieillesse, ou décède ;
- 5085.1  
1/25 - un conjoint a droit à une rente de vieillesse après l'âge de référence et l'autre décède avant d'avoir atteint l'âge de référence.
- 5103  
1/25 En cas de poursuite de l'activité lucrative après l'âge de référence, les revenus soumis à cotisation réalisés à partir du mois qui suit l'accomplissement de l'âge de référence jusqu'à la fin du mois qui précède le début du versement de la rente recalculée ou jusqu'à cinq ans au plus après l'accomplissement de l'âge de référence sont pris en compte (voir ch. 5081). En principe les revenus sont pris en considération en fonction des inscriptions figurant au CI.
- 5142  
1/25 Si le risque assuré survient avant qu'une personne ait été soumise à l'obligation de cotiser durant une année entière entre le 1er janvier qui suit l'accomplissement de la 20e année et le 31 décembre précédant la réalisation du risque assuré (invalidité, vieillesse ou décès), la somme des revenus à prendre en compte est constituée par l'ensemble des revenus d'une activité lucrative sur lesquels l'assuré a payé des cotisations à partir du 1er janvier suivant l'année de l'accomplissement de sa 17e année et jusqu'à la fin du mois de la survenance de l'événement assuré ([art. 52a RAVS](#) et [52c RAVS](#)).
- 5257  
1/25 Si le risque assuré se réalise avant qu'une personne ait, entre le 1er janvier qui suit l'accomplissement de la 20e année et le 31 décembre précédant la réalisation du risque assuré (invalidité, décès, âge de référence), été soumise à l'obligation de payer des cotisations durant une année entière, on calculera la moyenne des bonifications pour

---

tâches éducatives en tenant compte des observations faites aux ch. 5142, 5146 et 5164.

- 5263  
1/25 La bonification pour tâches d'assistance correspond au triple du montant de la rente de vieillesse annuelle minimale au moment de la naissance du droit à la rente ([art. 29<sup>septies</sup>, al. 4, LAVS](#)).
- 5351  
1/25 La rente AVS qui succède à une rente AI est en principe calculée sur la base des mêmes éléments – c'est-à-dire la même échelle de rentes et le même revenu annuel moyen déterminant – que la rente AI à laquelle elle succède, s'il en résulte un avantage pour la personne ayant droit à la rente ([art. 33<sup>bis</sup> al. 1, LAVS](#)).
- 5351.1  
1/25 [L'art. 33<sup>bis</sup>, al. 1, LAVS](#) s'applique par analogie lorsqu'une rente d'orphelin de père ou de mère succède immédiatement à une rente pour enfant liée à la rente d'invalidité du père, respectivement de la mère.
- 5355.1  
1/25 Il y a également succession de rente au sens de [l'art. 33<sup>bis</sup>, al. 1, LAVS](#), lorsqu'une rente d'orphelin de père ou de mère succède à une rente pour enfant liée à la rente d'invalidité du père, respectivement de la mère en cas de décès du père ou de la mère. Les ch. 5356 et 5357 s'appliquent également.
- 6070  
1/25 En ce qui concerne les personnes mariées, chaque conjoint peut exercer individuellement son droit à l'ajournement de la rente. Il est donc possible que l'un des conjoints ajourne la perception de sa rente ou d'un pourcentage de celle-ci et que l'autre perçoive la sienne de manière anticipée (entière ou partielle).
- 6074  
1/25 Aucune rente de veuve, de veuf ou d'invalidité ne peut être versée pendant la durée de l'ajournement.
- 6075.1  
1/25 Lorsqu'un ayant droit au bénéfice d'une allocation pour impotent de l'AI et, le cas échéant, d'une contribution d'assistance de l'AI, fait valoir son droit à un ajournement de la totalité ou d'une partie de sa rente de vieillesse, la caisse de

compensation a le devoir d'informer le requérant des faits suivants :

- Pendant la durée de l'ajournement, il n'existe aucun droit à l'allocation pour impotent, ni, par conséquent, à la contribution d'assistance (ch. 8064.1).
- La garantie des droits acquis ([art. 43<sup>bis</sup>, al. 4, LAVS](#) et [art. 43<sup>ter</sup>, LAVS](#)) ne renaît pas après la révocation de l'ajournement de la rente.

6080 1/25 Les rentes de vieillesse peuvent être ajournées. Il en va de même pour les rentes de vieillesse qui remplacent une rente d'invalidité ([arrêt du TF du 4.6.2024 dans la cause 9C 705/2023](#)). L'ajournement porte non seulement sur la rente de vieillesse, mais encore sur les rentes pour enfants.

6082 1/25 Durant l'ajournement de la rente de vieillesse, il n'existe aucun droit à l'allocation pour impotent ([art. 43<sup>bis</sup> LAVS](#)) et à la contribution d'assistance (ch. 8064.1).

La garantie des droits acquis ([art. 43<sup>bis</sup>, al. 4, LAVS](#) et [art. 43<sup>ter</sup>, LAVS](#)) ne renaît pas après un ajournement de la rente de vieillesse. Dans de tels cas, l'assuré est considéré, après la révocation de l'ajournement, comme une personne qui n'a droit à une allocation pour impotent qu'à l'âge de l'AVS.

6083 1/25 abrogé

6084 1/25 abrogé

6085 1/25 abrogé

6086 1/25 abrogé

6088 1/25 Si la caisse de compensation constate que l'ajournement de la rente n'est pas possible, par exemple parce que

- le droit à la rente n'existe pas (ch 3003 ss);
- une convention de sécurité sociale prévoit la capitalisation obligatoire d'une rente partielle de faible montant (cf. ch. 1001 ss et annexe I [IF](#)); ou
- le délai pour faire valoir l'ajournement est expiré (ch. 6078 s),

elle le notifie au requérant par une décision susceptible de recours.

6089  
1/25 abrogé

6099  
1/25 abrogé

6108  
1/25 On obtient le montant de l'augmentation en divisant la somme des montants effectifs des rentes ajournées par le nombre de mois correspondants. On multiplie ensuite ce montant par le taux d'augmentation correspondant conformément au ch. 6073 ([art. 55<sup>ter</sup>, al. 2, RAVS, Arrêt du TF 9C 597/2023 du 20.12.2023](#)).

8005  
1/25 Si la rente de vieillesse est ajournée, il n'existe aucun droit à l'allocation pour impotent. La garantie des droits acquis selon [art. 43<sup>bis</sup>, al. 4, LAVS](#) ne renaît pas après l'ajournement.

8022  
1/25 L'allocation pour impotent de l'AVS est également octroyée pour la période durant laquelle l'intéressé perçoit la totalité de la rente anticipée. Par contre, il n'existe aucun droit à l'allocation pour impotent pendant la période d'ajournement de la rente de vieillesse.

8064.1  
1/25 En cas d'ajournement d'une partie ou de la totalité de la rente de vieillesse, il n'existe aucun droit à une allocation pour impotent (ch. 6082). En conséquence, il n'y a pas de droit non plus à une contribution d'assistance ([art. 43<sup>ter</sup>, LAVS](#)). La garantie des droits acquis s'éteint définitivement à cause de l'ajournement.

- 9066.1 - il n'existe aucun droit à l'allocation pour impotent et à la  
1/25 contribution d'assistance pendant la période d'ajournement de la rente.
- 10002.1 Les rentes, dont le montant ne dépasse pas 20 % de la  
1/25 rente minimale complète ([art. 44, al. 2, LAVS](#)), peuvent être versées une fois l'an aux ayants droit quel que soit leur domicile.
- 10086 Les rentes et allocations pour impotents sont en principe  
1/25 versées sur le compte de chèques postaux ou le compte en banque de l'ayant droit. Sur demande expresse de ce dernier, les prestations peuvent aussi être versées à l'aide d'un bulletin de versement avec numéro de référence ([art. 44, al. 1 LAVS](#), cf. ch. 10095).
- 10087 Les rentes et autres prestations en espèces revenant à des  
1/25 personnes qui résident à l'étranger sont versées par la Caisse suisse de compensation.
- 10112 Si la rente de vieillesse est ajournée, un droit à l'allocation  
1/25 pour impotent naît à l'échéance de la période d'ajournement ; un versement rétroactif pour la période d'ajournement est exclu. Il ne s'agit pas d'un ajournement de l'allocation pour impotent, raison pour laquelle celle-ci, contrairement à la rente de vieillesse, n'est pas augmentée de la contre-valeur actuarielle de la prestation non perçue pendant la durée de l'ajournement.
- 10190.1 – lorsque la personne tenue à restitution est domiciliée  
1/25 dans un Etat de l'UE/AELE et que la CdC ne pourrait pas faire recouvrer les prestations indûment versées ou ne pourrait le faire qu'avec une extrême difficulté par la voie de l'entraide administrative internationale avec les organismes de liaison de l'UE/AELE.
- 10217 L'ayant droit doit être avisé de la compensation, par la  
1/25 caisse de compensation, au moyen d'une annotation dans la décision de rente (ch. 10152) ou, après que la décision de restitution (ch. 10149) est entrée en force, au moyen d'une décision spéciale, comportant l'exposé des moyens



de droit. En cas d'octroi d'une rente AI, cette tâche incombe à l'office AI compétent pour rendre une décision de rente. Dans le cadre d'une procédure d'opposition ou de recours, la caisse débitrice remet à la caisse créancière une copie de l'opposition ou du recours interjeté. Sur ce, la caisse créancière prend position et présente ses observations à la caisse débitrice.

1/25      **10.11 Demande de compensation d'une créance de l'AVS/AI avec une institution d'assurance de l'UE/AELE**

10220      Les règles de coordination européennes prévoient que les  
1/25      prestations indûment versées peuvent être compensées avec des paiements rétroactifs ou des prestations en cours d'un Etat de l'UE/AELE selon les législations nationales respectives ([art. 72, par. 1 du Règlement \(CE\) n°987/2009](#)).

10221      Lorsqu'une prestation versée à tort de l'AVS/AI n'a pas pu  
1/25      être totalement restituée ou compensée avec des prestations en Suisse, la caisse de compensation peut demander une compensation auprès de l'institution d'assurance de l'Etat concernée.

10222      Les conditions suivantes doivent être remplies :  
1/25      - Une décision de restitution (ch. 10147 ss) est entrée en force en Suisse,  
- Une remise totale ou partielle de l'obligation de restituer n'a pas été accordée (chap. 10.8), et  
- Une compensation avec des arrérages ou des prestations en cours en Suisse (chap. 10.10) est totalement ou partiellement impossible. (cf. ch. 2013.1 [CIBIL](#)).

Les ch. 10196 ss s'appliquent par analogie pour la compensation de créances avec des prestations étrangères échues.

10223      Les caisses de compensation transmettent les demandes  
1/25      de compensation à la CdC selon la procédure indiquée

dans le [Bulletin AVS n° 488 Entraide administrative européenne en matière de recouvrement \(Lignes directrices Recovery de la CdC\)](#). La CdC transmet les demandes de compensation aux organismes de liaison de l'UE/AELE.

10224  
1/25      Concernant l'étendue de la mesure de compensation, la durée et la procédure, les ch. 10212 à 10217 s'appliquent par analogie.

1/25 **Appendice I****1. Accomplissement de la durée minimale de l'obligation de cotiser**

Pour déterminer si la cotisation minimale a été payée pour une période donnée durant laquelle une personne a été assurée et soumise à l'obligation de cotiser, ou pour quelle période l'obligation de payer des cotisations peut être considérée comme remplie, on se référera aux tableaux qui suivent.

**2. Périodes couvrant des années pour lesquelles des revenus ont été inscrits au CI****2.1 Salariés****2.1.1 Cotisation minimale simple**

Années	Revenus selon CI											Dès Fr.
	Jusqu'à et y compris Fr.											
1948–1968	25	50	75	100	125	150	175	200	225	250	275	276
1969–1972	64	129	193	258	322	387	451	516	580	645	709	710
1973–1978	83	166	250	333	416	500	583	666	750	833	916	917
1979–1981	166	333	500	666	833	1000	1166	1333	1500	1666	1833	1834
1982–1985	208	416	625	833	1041	1250	1458	1666	1875	2083	2291	2292
1986–1989	250	500	750	1000	1250	1500	1750	2000	2250	2500	2750	2751
1990–1991	267	534	801	1068	1335	1602	1869	2136	2403	2670	2937	2938
1992–1995	297	594	891	1188	1485	1782	2079	2376	2673	2970	3267	3268
1996–2002	322	644	966	1288	1610	1932	2254	2576	2898	3220	3542	3543
2003–2006	351	702	1053	1404	1755	2106	2457	2808	3159	3510	3861	3862
2007–2008	367	734	1101	1468	1835	2202	2569	2936	3303	3670	4037	4038
2009–2010	380	760	1140	1520	1900	2280	2660	3040	3420	3800	4180	4181
2011–2012	384	768	1152	1536	1920	2304	2688	3072	3456	3840	4224	4225
2013–2018	389	778	1167	1556	1945	2334	2723	3112	3501	3890	4279	4280
2019-2020	392	784	1176	1568	1960	2352	2744	3136	3528	3920	4312	4313
2021-2022	396	792	1188	1584	1980	2376	2772	3168	3564	3960	4356	4357
2023-2024	404	808	1212	1616	2020	2424	2828	3232	3636	4040	4444	4445
dès 2025	417	834	1251	1668	2085	2502	2919	3336	3753	4170	4587	4588
Accomplissement de l'obligation de payer des cotisations pour ... mois	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

## 2.1.2 Cotisation minimale double

Les périodes de cotisation d'un conjoint sans activité lucrative, pour lesquelles des cotisations ont été versées durant le mariage en vertu de l'[art. 3, al. 3, LAVS](#), sont établies comme suit. Compte tenu de l'inscription au CI du conjoint exerçant une activité lucrative, la durée de cotisation du conjoint non actif est déterminée selon le tableau ci-dessous.

### Exemple:

Pour l'année 1996, une inscription de 6000 francs peut être portée au CI du conjoint exerçant une activité lucrative. Ainsi, la période prise en compte en 1996 pour le conjoint non actif est de 10 mois.

Années	Revenus selon CI											Dès Fr.
	Jusqu'à et y compris Fr.											
1948–1968	50	100	150	200	250	300	350	400	450	500	550	551
1969–1972	128	258	386	516	644	774	902	1032	1160	1290	1418	1419
1973–1978	166	332	500	666	832	1000	1166	1332	1500	1666	1832	1833
1979–1981	332	666	1000	1332	1666	2000	2332	2666	3000	3332	3666	3667
1982–1985	416	832	1250	1666	2082	2500	2916	3332	3750	4166	4582	4583
1986–1989	500	1000	1500	2000	2500	3000	3500	4000	4500	5000	5500	5501
1990–1991	535	1070	1605	2140	2675	3210	3745	4280	4815	5350	5885	5886
1992–1995	594	1188	1782	2376	2970	3564	4158	4752	5346	5940	6534	6535
1996–2002	644	1288	1932	2576	3220	3864	4508	5152	5796	6440	7084	7085
2003–2006	701	1402	2103	2804	3505	4206	4907	5608	6309	7010	7711	7712
2007–2008	734	1468	2202	2936	3670	4404	5138	5872	6606	7340	8074	8075
2009–2010	759	1518	2277	3036	3795	4554	5313	6072	6831	7590	8349	8350
2011–2012	769	1538	2307	3076	3845	4614	5383	6152	6921	7690	8459	8460
2013–2018	778	1556	2334	3112	3890	4668	5446	6224	7002	7780	8558	8559
2019–2020	784	1568	2352	3136	3920	4704	5488	6272	7056	7840	8624	8625
2021–2022	791	1582	2373	3164	3955	4746	5537	6328	7119	7910	8701	8702
2023–2024	808	1616	2424	3232	4040	4848	5656	6464	7272	8080	8888	8889
dès 2025	833	1666	2499	3332	4165	4998	5831	6664	7497	8330	9163	9164
Accomplissement de l'obligation de payer des cotisations pour ... mois	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

## 2.2 Personnes sans activité lucrative

Années	Revenus selon CI											Dès Fr.
	Jusqu'à et y compris Fr.											
1948–1968	25	50	75	100	125	150	175	200	225	250	275	276
1969–1972	67	134	201	268	335	402	469	536	603	670	737	738
1973–1978	83	166	249	332	415	498	581	664	747	830	913	914
1979–1981	167	334	501	668	835	1002	1169	1336	1503	1670	1837	1838
1982–1985	208	416	624	832	1040	1248	1456	1664	1872	2080	2288	2289
1986–1989	250	500	750	1000	1250	1500	1750	2000	2250	2500	2750	2751
1990–1991	267	534	801	1068	1335	1602	1869	2136	2403	2670	2937	2938
1992–1995	297	594	891	1188	1485	1782	2079	2376	2673	2970	3267	3268
1996–2002	322	644	966	1288	1610	1932	2254	2576	2898	3220	3542	3543
2003–2006	351	702	1053	1404	1755	2106	2457	2808	3159	3510	3861	3862
2007–2008	367	734	1101	1468	1835	2202	2569	2936	3303	3670	4037	4038
2009–2010	380	760	1140	1520	1900	2280	2660	3040	3420	3800	4180	4181
2011–2012	384	768	1152	1536	1920	2304	2688	3072	3456	3840	4224	4225
2013–2018	389	778	1167	1556	1945	2334	2723	3112	3501	3890	4279	4280
2019–2020	392	784	1176	1568	1960	2352	2744	3136	3528	3920	4312	4313
2021–2022	396	792	1188	1584	1980	2376	2772	3168	3564	3960	4356	4357
2023–2024	404	808	1212	1616	2020	2424	2828	3232	3636	4040	4444	4445
dès 2025	417	834	1251	1668	2085	2502	2919	3336	3753	4170	4587	4588
Accomplissement de l'obligation de payer des cotisations pour ... mois	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

## 2.3 Personnes de condition indépendante et salariés pour lesquels l'employeur n'est pas tenu de payer des cotisations

En raison de l'échelle dégressive des cotisations, il convient, le cas échéant, de procéder en deux étapes à la détermination de l'accomplissement de l'obligation de payer des cotisations.

Si les revenus inscrits au CI atteignent au moins les montants suivants, alors la durée minimale annuelle de l'obligation de payer des cotisations – resp., lorsque la qualité d'assuré et l'obligation de cotiser s'étendent sur une période inférieure à une année, la durée minimale pour les mois concernés – est en tous les cas réalisée:

### 2.3.1 Cotisation minimale simple

Années	Revenus selon CI de Fr. ... et plus
1948–1968	551
1969–1972	1 412
1973–1975	1 834
1976–1978	1 788
1979–1981	3 631
1982–1985	4 529
1986–1989	5 435
1990–1991	5 809
1992–1995	6 458
1996–2002	6 986
2003–2006	7 613
2007–2008	7 976
2009–2010	8 240
2011–2012	8 339
2013–2018	8 559
2019-2020	8 625
2021-2022	8 702
2023-2024	8 889
dès 2025	9 164

Si les revenus inscrits au CI sont inférieurs aux valeurs-limites susmentionnées, il convient de demander à la caisse de compensation compétente pour la perception des cotisations le montant effectivement payé des cotisations AVS (jusqu'en 1959), ou AVS/AI/APG (dès 1960), par année civile. Ensuite, à la lumière de la table suivante, on déterminera le nombre de mois pour lesquels l'obligation de payer des cotisations est considérée comme remplie (il est tout à fait possible que l'obligation de payer des cotisations puisse être considérée comme remplie pour une année entière, bien que l'on ait des montants inférieurs aux valeurs-limites selon la table susmentionnée, sur la base de la table suivante) :

Années	Cotisations payées												
	Genre	Jusqu'à et y compris Fr.											Dès Fr.
1948–1959	AVS	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1960–1968	AVS/AI/APG	1	2	3	4	6	7	8	9	10	12	13	14
1969–1972	AVS/AI/APG	4	8	12	16	20	24	28	32	36	40	44	45
1973–1975	AVS/AI/APG	7	15	22	30	37	45	52	60	67	75	82	83
1976–1978	AVS/AI/APG	8	16	25	33	41	50	58	66	75	83	91	92
1979–1981	AVS/AI/APG	16	33	50	66	83	100	116	133	150	166	183	184
1982–1985	AVS/AI/APG	20	41	62	83	104	125	145	166	187	208	229	230
1986–1989	AVS/AI/APG	25	50	75	100	125	150	175	200	225	250	275	276
1990–1991	AVS/AI/APG	27	54	81	108	135	162	189	216	243	270	297	298
1992–1995	AVS/AI/APG	30	60	90	120	150	180	210	240	270	300	330	331
1996–2002	AVS/AI/APG	32	65	97	130	162	195	227	260	292	325	357	358
2003–2006	AVS/AI/APG	35	70	106	141	177	212	247	283	318	354	389	390
2007–2008	AVS/AI/APG	37	74	111	148	185	222	259	296	333	370	407	408
2009–2010	AVS/AI/APG	38	76	115	153	191	230	268	306	345	383	421	422
2011–2012	AVS/AI/APG	39	79	118	158	197	237	277	316	356	395	435	436
2013–2015	AVS/AI/APG	40	80	120	160	200	240	280	320	360	400	440	441
2016–2018	AVS/AI/APG	39	79	119	159	199	239	278	318	358	398	438	439
2019	AVS/AI/APG	40	80	120	160	200	241	281	321	361	401	441	442
2020	AVS/AI/APG	41	82	124	165	206	248	289	330	372	413	454	455
2021-2022	AVS/AI/APG	41	83	125	167	209	251	293	335	377	419	461	462
2023-2024	AVS/AI/APG	42	85	128	171	214	257	299	342	385	428	471	472
dès 2025	AVS/AI/APG	44	88	132	176	220	265	309	353	397	441	485	486
Obligation de payer des cotisations remplies pour ... mois		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

### 2.3.2 Cotisation minimale double

Pour déterminer la durée de cotisations du conjoint non actif d'une personne de condition indépendante, il faut appliquer le chiffre 2.1.2 par analogie.

Années	Revenus selon CI de Fr. ... et plus
1948–1953	1 013
1954–1968	1 101
1969–1972	2 751
1973–1978	3 576
1979–1981	7 239
1982–1983	8 801
1984–1985	8 988
1986–1989	10 638
1990–1991	11 364
1992–1995	12 563
1996–2002	13 663
2003–2006	14 851
2007–2008	15 588
2009–2010	16 138
2011–2012	16 314
2013–2018	16 688
2019-2020	16 864
2021-2022	17 051
2023-2024	17 414
dès 2025	17 964



Années	Cotisations payées												
	Genre	Jusqu'à et y compris											Dès
		Fr.											Fr.
1948–1959	AVS	2	4	6	8	10	12	14	16	18	20	22	23
1960–1968	AVS/AI/APG	2	4	6	8	12	14	16	18	20	24	26	27
1969–1972	AVS/AI/APG	8	16	24	32	40	48	56	64	72	80	88	89
1973–1975	AVS/AI/APG	14	30	44	60	74	90	104	120	134	150	164	165
1976–1978	AVS/AI/APG	16	32	50	66	82	100	116	132	150	166	182	183
1979–1981	AVS/AI/APG	32	66	100	132	166	200	232	266	300	332	366	367
1982–1985	AVS/AI/APG	40	82	124	166	208	250	290	332	374	416	458	459
1986–1989	AVS/AI/APG	50	100	150	200	250	300	350	400	450	500	550	551
1990–1991	AVS/AI/APG	54	108	162	216	270	324	378	432	486	540	594	595
1992–1995	AVS/AI/APG	60	120	180	240	300	360	420	480	540	600	660	661
1996–2002	AVS/AI/APG	65	130	195	260	325	390	455	520	585	650	715	716
2003–2006	AVS/AI/APG	70	141	212	283	354	425	495	566	637	708	779	780
2007–2008	AVS/AI/APG	74	148	222	296	370	445	519	593	667	741	815	816
2009–2010	AVS/AI/APG	76	153	230	306	383	460	536	613	690	766	843	844
2011–2012	AVS/AI/APG	79	158	237	316	395	475	554	633	712	791	870	871
2013–2015	AVS/AI/APG	80	160	240	320	400	480	560	640	720	800	880	881
2016–2018	AVS/AI/APG	79	159	239	318	398	478	557	637	717	796	876	877
2019	AVS/AI/APG	80	160	241	321	401	482	562	642	723	803	883	884
2020	AVS/AI/APG	82	165	248	330	413	496	578	661	744	826	909	910
2021-2022	AVS/AI/APG	83	167	251	335	419	503	586	670	754	838	922	923
2023-2024	AVS/AI/APG	85	171	257	342	428	514	599	685	771	856	942	943
dès 2025	AVS/AI/APG	88	176	265	353	441	530	618	706	795	883	971	972
Obligation de payer des cotisations remplies pour ... mois		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

1/25 **Appendice III****Barème pour la détermination des contributions d'entretien pour les enfants**

Enfants	Age de l'enfant	1/2					1/4				
		2015	2019	2021	2023	2025	2015	2019	2021	2023	2025
Enfant seul	jusqu'à 6 ans	750	757	763	782	804	375	378	382	391	402
	7-12 ans	798	805	812	832	856	399	403	406	416	428
	13-16 ans	798	805	812	832	856	399	403	406	416	428
	17 ans et plus	915	923	931	954	981	457	461	465	477	491
Un enfant, quand il y en a deux	jusqu'à 6 ans	628	634	639	655	674	314	317	320	328	337
	7-12 ans	681	687	692	710	730	340	343	346	355	365
	13-16 ans	690	696	702	719	740	345	348	351	360	370
	17 ans et plus	772	779	785	805	828	386	389	393	402	414
Un enfant, quand il y en a trois	jusqu'à 6 ans	568	573	578	592	609	284	287	289	296	305
	7-12 ans	598	604	609	624	642	299	302	304	312	321
	13-16 ans	607	613	618	633	651	304	306	309	317	326
	17 ans et plus	694	700	706	723	744	347	350	353	362	372
Un enfant, quand il y en a quatre ou plus	jusqu'à 6 ans	525	530	534	547	563	262	265	267	274	281
	7-12 ans	564	569	574	588	605	282	285	287	294	302
	13-16 ans	564	569	574	588	605	282	285	287	294	302
	17 ans et plus	637	643	648	665	684	319	322	324	332	342

1/25 **Appendice IV****Aperçu des limites prévues par le droit fédéral pour le calcul du cas pénible des rentes en cours (ch. 3104 s) et de la charge trop lourde (ch. 10712 s.)****Etat au 1<sup>er</sup> janvier 2025****Taux communs**

	Montants annuels en francs
<i>Montant destiné à la couverture des besoins vitaux</i>	
– pour personnes seules	20 670
– pour couples	31 005
– pour enfants âgés de 11 ans et plus	
– 1 <sup>er</sup> et 2 <sup>e</sup> enfant, chacun	10 815
– 3 <sup>e</sup> et 4 <sup>e</sup> enfant, chacun	7 210
– 5 <sup>e</sup> enfant et au-delà, chacun	3 605
– pour enfants âgés de moins de 11 ans	
– 1 <sup>er</sup> enfant	7 590
– 2 <sup>e</sup> enfant	6 325
– 3 <sup>e</sup> enfant	5 270
– 4 <sup>e</sup> enfant	4 390
– 5 <sup>e</sup> enfant et au-delà, chacun	3'660
<i>Primes d'assurance-maladie</i>	
– pour adultes	8 556
– pour jeunes adultes	1 980
– pour enfants	6 420

## Taux valables uniquement pour le calcul du cas pénible

	Montants annuels en francs
<i>Dépenses pour le loyer (loyer brut)</i>	
– pour adultes et enfants dans la région 1	
– personnes seules	18 900
– couples sans enfant	22 320
– couples avec un enfant	24 780
– couples avec deux enfants et plus	27 060
– en concubinage (ménage de deux personnes) <sup>2</sup>	11 160
– pour adultes et enfants dans la région 2	
– personnes seules	18 300
– couples sans enfant	21 720
– couples avec un enfant	23 760
– couples avec deux enfants et plus	25 920
– en concubinage (ménage de deux personnes) <sup>1</sup>	10 860
– pour adultes et enfants dans la région 3	
– personnes seules	16 680
– couples sans enfant	20 160
– couples avec un enfant	22 200
– couples avec deux enfants et plus	24 000
– en concubinage (ménage de deux personnes) <sup>1</sup>	10 080

<sup>2</sup> Pour les personnes non mariées vivant dans un ménage de plus de deux personnes, d'autres montants déterminants s'appliquent (voir art. 10, al. 1, let. b, LPC)

## Taux valables uniquement pour le calcul de la charge trop lourde

	Montants annuels en francs
<i>Dépenses pour le loyer (loyer brut)</i>	
– pour adultes et enfants dans la région 1	
– personnes seules	18 900
– couples sans enfant	22 320
– couples avec un enfant	24 780
– couples avec deux enfants et plus	27 060
– en concubinage (ménage de deux personnes) <sup>3</sup>	11 160
– pour adultes et enfants dans la région 2	
– personnes seules	18 300
– couples sans enfant	21 720
– couples avec un enfant	23 760
– couples avec deux enfants et plus	25 920
– en concubinage (ménage de deux personnes) <sup>1</sup>	10 860
– pour adultes et enfants dans la région 3	
– personnes seules	16 680
– couples sans enfant	20 160
– couples avec un enfant	22 200
– couples avec deux enfants et plus	24 000
– en concubinage (ménage de deux personnes) <sup>1</sup>	10 080
Montant pour dépenses personnelles pour personnes vivant dans un home ou dans un hôpital	4 800
Imputation de la fortune pour personnes vivant dans un home ou dans un hôpital qui n'ont pas encore atteint l'âge ordinaire de la retraite (rentes d'invalidité, rentes de survivant, rentes d'orphelin)	1/15
Imputation de la fortune pour bénéficiaires de rentes de vieillesse ou de survivant ayant atteint l'âge ordinaire de la retraite vivant dans un home ou dans un hôpital	1/10
Limitation cantonale des frais de home	aucune
Dépenses supplémentaires	
– pour personnes seules	8 000
– pour couples	12 000
– pour orphelins et enfants qui donnent droit à une rente pour enfant de l'AVS ou de l'AI, par enfant	4 000

<sup>3</sup> Pour les personnes non mariées vivant dans un ménage de plus de deux personnes, d'autres montants déterminants s'appliquent (voir art. 10, al. 1, let. b, LPC)

---

## Aperçu des franchises pour la prise en compte de la fortune (art. 11, al. 1, let. c, et 1<sup>bis</sup>, LPC)

	Montants annuels en francs
pour personnes seules	30 000
pour couples	50 000
pour enfants ayant droit à une rente d'orphelin ou donnant droit à une rente pour enfant de l'AVS ou de l'AI, par enfant	15 000
Immeuble qui appartient et sert d'habitation au bénéficiaire (cas normal)	112 500
Immeuble qui appartient et sert d'habitation au bénéficiaire (cas spéciaux):	300 000
a) immeuble d'un couple habité par un conjoint, l'autre conjoint vivant dans un home ou dans un hôpital;	
b) Immeuble d'un couple habité par un conjoint bénéficiaire d'une allocation pour impotent de l'AVS, de l'AI, de l'AA ou de l'AM;	
c) Immeuble habité par une personne seule bénéficiaire d'une allocation pour impotent de l'AVS, de l'AI, de l'AA ou de l'AM.	